

Informations

Rapides

■ Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – 1^{er} trimestre 2018

À la fin du premier trimestre 2018, la dette publique s'établit à 2 255,3 Md€

Avertissements : la dette trimestrielle étant fondée sur des sources comptables moins complètes que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.

La seule variation de la dette sur une période ne permet pas de déduire le déficit public. Pour passer de la variation de la dette brute au sens de Maastricht au déficit, il faut tenir compte de la variation des actifs financiers et des passifs exclus du périmètre de la dette de Maastricht, ainsi que du mode de valorisation de la dette nominale. En outre, le déficit public trimestriel publié par l'Insee est corrigé des variations saisonnières et de l'effet des jours ouvrables, ce qui n'est pas le cas de la dette trimestrielle.

La dette publique augmente de 36,9 Md€ par rapport au trimestre précédent

À la fin du premier trimestre 2018, la dette publique de Maastricht s'établit à 2 255,3 Md€, en hausse de 36,9 Md€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), elle augmente de 0,8 point par rapport au quatrième trimestre 2017, et s'établit à 97,6 %. La dette publique nette augmente plus modérément (+16,0 Md€).

Les dettes de l'État et des organismes divers d'administration centrale augmentent

Au premier trimestre 2018, la contribution de l'État à la dette croît de 40,7 Md€. Cette hausse provient pour l'essentiel de la dette négociable à long terme (+30,2 Md€) et de celle à court terme (+8,6 Md€). Les dépôts des correspondants au Trésor augmentent plus modérément (+2,0 Md€) et les crédits au passif de l'État diminuent légèrement (-0,1 Md€).

La contribution des organismes divers d'administration centrale (Odac) à la dette augmente légèrement (+0,2 Md€). Le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) et les Universités s'endettent chacun à hauteur de 0,1 Md€.

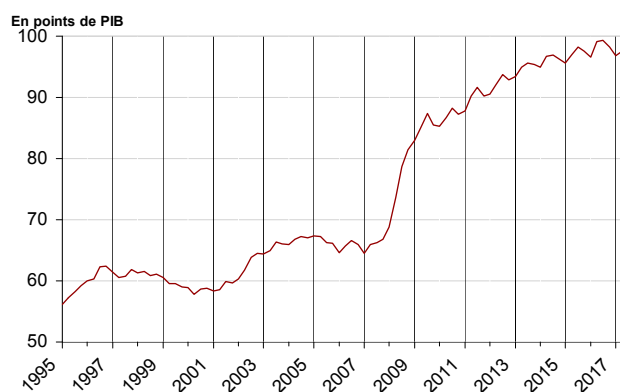
Les dettes des administrations publiques locales et des administrations de sécurité sociale diminuent

Au premier trimestre 2018, la contribution des administrations publiques locales (Apu) à la dette diminue de 1,4 Md€ : les communes se désendettent de 1,3 Md€, les départements de 0,8 Md€ et les syndicats de 0,1 Md€. Au contraire, les régions s'endettent à hauteur de 0,4 Md€, tout comme les organismes divers d'administration locale (Odal).

La contribution des administrations de sécurité sociale (Asso) à la dette diminue elle aussi (-2,6 Md€), surtout

du fait de l'Acoss (-1,8 Md€) et dans une moindre mesure de la Cades (-0,5 Md€), de l'Unedic (-0,4 Md€) et des hôpitaux publics (-0,3 Md€). A contrario, la Cnam s'endette à hauteur de 0,3 Md€.

Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en points de PIB (*)



La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

(en milliards d'euros)

	2017T1	2017T2	2017T3	2017T4	2018T1
Ensemble des adm. publiques	2214,9	2236,8	2231,3	2218,4	2255,3
en point de PIB (*)	99,1%	99,3%	98,2%	96,8%	97,6%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1763,8	1794,8	1799,6	1779,0	1819,7
Organismes divers d'adm. centrale	12,2	11,9	11,9	11,8	12,0
Administrations publiques locales	199,0	198,1	196,6	201,5	200,1
Administrations de sécurité sociale	239,9	232,1	223,3	226,1	223,5
dont, par instrument :					
Dépôts	33,2	37,4	38,9	37,4	39,4
Titres négociables	1890,1	1910,9	1906,0	1890,7	1927,9
court terme	198,3	200,1	186,8	173,9	188,7
long terme	1691,8	1710,8	1719,2	1716,8	1739,1
Crédits	291,6	288,5	286,4	290,3	288,1
court terme	9,5	8,2	7,2	6,9	7,7
long terme	282,1	280,3	279,3	283,4	280,4

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

Au premier trimestre 2018, la dette publique nette augmente de 16,0 Md€

À la fin du premier trimestre 2018, la dette nette des administrations publiques s'élève à 2 039,0 Md€, soit 88,2 % du PIB (contre 88,3 % au trimestre précédent), en hausse de 16,0 Md€. L'écart de 20,9 Md€ avec la variation de la dette brute traduit principalement la forte hausse de trésorerie de l'État (+19,0 Md€) et dans une moindre mesure de celle des Asso (+2,9 Md€). Au contraire, la Caisse nationale des autoroutes (CNA) se fait rembourser pour 2,0 Md€ de prêts, ce qui entraîne une baisse de ses actifs.

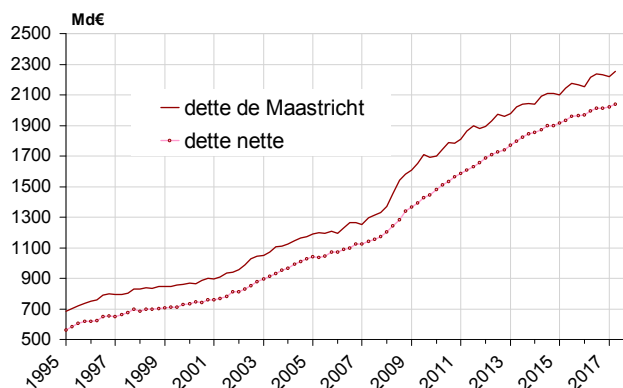
La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en milliards d'euros)

	2017T1	2017T2	2017T3	2017T4	2018T1
Ensemble des adm. publiques	1992,6	2013,2	2011,4	2023,0	2039,0
dont :					
État	1628,7	1653,6	1667,2	1666,6	1689,2
Organismes divers d'adm. centrale	0,3	0,8	0,7	0,5	1,2
Administrations publiques locales	186,7	185,8	184,3	189,4	187,9
Administrations de sécurité sociale	176,9	172,9	159,1	166,4	160,8

Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

Dette au sens de Maastricht et dette nette



La valeur globale des détentions en actions cotées et en titres d'OPC croît de nouveau

Au premier trimestre 2018, la valeur totale des actions cotées et des titres d'organismes de placement collectif (OPC) détenus par les administrations publiques (APU) augmente de 6,5 Md€ pour atteindre 257,7 Md€.

La hausse des cours de la Bourse, en particulier pour EDF, Aéroports de Paris et Renault, se traduit dans la valorisation des actions cotées détenues par l'État par un gain de 4,9 Md€.

Les détentions de titres d'OPC augmentent de 2,2 Md€ : les Asso et les Odac en achètent respectivement pour 2,0 Md€ et pour 0,2 Md€.

Les actions cotées et les OPC détenues par les administrations publiques

(en milliards d'euros)

	2017T1	2017T2	2017T3	2017T4	2018T1
Ensemble des adm. publiques	234,6	237,7	244,9	251,2	257,7
dont :					
État	57,4	62,3	65,4	69,2	74,1
Organismes divers d'adm. centrale	35,2	35,4	36,5	36,3	36,1
Administrations publiques locales	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Administrations de sécurité sociale	141,8	139,9	142,8	145,5	147,2

Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

Actions cotées et titres d'OPC détenus par les APU



Pour en savoir plus

- Au dernier trimestre, le PIB utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le **PIB annuel en données brutes**. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du **PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables** (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

- Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'*Informations Rapides* sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

- Des données complémentaires (séries longues, pages internet associées, etc.) sont disponibles sur la page web de cet indicateur : <http://www.insee.fr/fr/statistiques?debut=0&theme=30&conjoncture=63>
- La note méthodologique sur la dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques est disponible sur : http://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Dette_m.pdf
- Retrouvez les séries longues dans la BDM : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/series/102770522>
- Suivez-nous aussi sur Twitter @InseeFr : <https://twitter.com/InseeFr>
- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Prochaine publication : le 28 septembre 2018 à 8h45